

Unité départementale de l'Isère
Pôle Contrôles techniques, Sol et sous-sol

Grenoble, le 20/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



LafargeHolcim Granulats

LIEUX-DITS BALAILLARD ET PANDU
38590 SILLANS

Références : 2022-Is078SS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 de la carrière LafargeHolcim Granulats implantée aux lieux-dits Balaillard et Pandu 38590 SILLANS.

L'inspection a été annoncée le 04/05/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques
(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGEHOLCIM GRANULATS
- LIEUX-DITS BALAILLARD ET PANDU 38590 SILLANS
- Code AIOT dans GUN : 0006101090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de sables et graviers alluvionnaires située aux lieux-dits Balaillard et Pandu sur la commune de Sillans est autorisée initialement par l'arrêté préfectoral n°97-4688 du 10 juillet 1997 pour une durée de 30 ans.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-00263 du 7 janvier 2005 a autorisé l'exploitation d'une installation de premier traitement de matériaux d'une puissance de 1450 kW.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-10170 du 8 décembre 2009 a modifié les prescriptions de remblayage et de remise en état.

Enfin, l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-058-0011 du 27 février 2014 a modifié la

production moyenne totale autorisée (360 000 t/an) et les phasages d'exploitation. L'échéance finale d'autorisation reste fixée au 10 juillet 2027.

Le 12 février 2021, la société LafargeHolcim Granulats a présenté une demande d'autorisation de changement d'exploitant à compter du 1er avril 2021 qui a été accordée par l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL UD38-2021-03-38 du 29 mars 2021.

LafargeHolcim Granulats a extrait 246 000 tonnes, dont 13 000 de stériles, entre le 1er avril 2021 et fin 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire, suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les points de contrôle suivants ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Portée de l'autorisation (capacité d'extraction, fonds de fouille)	Arrêté préfectoral du 27/02/2014, article 1	/	Pas d'observation
Phasage et remise en état	Arrêté préfectoral du 27/02/2014, article 2 Arrêté préfectoral du 08/12/2009, article 2	/	Pas d'observation
Garanties financières	Arrêté préfectoral du 27/02/2014, article 3	/	Pas d'observation
Suivi des prescriptions de remblayage	Arrêté préfectoral du 08/12/2009, articles 2 et 3	/	Pas d'observation
Surveillance et accès	Arrêté préfectoral du 10/07/1997, articles 5 et 6.4	/	Pas d'observation
Bruit	Arrêté préfectoral du 10/07/1997, article 14	/	Pas d'observation
Surveillance des retombées de poussières atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	/	Pas d'observation
Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Pas d'observation
Prélèvement d'eau	Arrêté préfectoral du 07/01/2005, article 10.2	/	Pas d'observation
Déchets	Arrêté préfectoral du 07/01/2005, articles 10.1 et 12	/	Pas d'observation
Commission de suivi	Arrêté préfectoral du 07/01/2005, article 17	/	Pas d'observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées ne formule aucune observation particulière sur les points de contrôle de la visite d'inspection du 7 juin 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Phasage et remise en état

Référence réglementaire : Arrêtés préfectoraux du 27/02/2014 article 2 et du 08/12/2009 article 2

Constats :

L'inspection des installations classées constate que la remise en état des différentes zones déjà extraites à la côte 410 m NGF n'est pas réalisée. L'exploitant confirme à l'inspection qu'il ne procède pas pour l'instant à la remise en état au fur et à mesure car il porte le projet d'une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière avec extension et approfondissement.

L'inspection prend acte de cette volonté. L'exploitant et l'inspection des installations classées conviennent qu'en cas d'abandon du projet de renouvellement avec extension et approfondissement, la remise en état finale avec régalinge des terres végétales sur 1 mètre pourra être rapidement réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Suivi des prescriptions de remblayage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 08/12/2009, articles 2 et 3

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant fait réaliser un suivi annuel des prescriptions de remblayage par un organisme extérieur. L'inspection des installations prend connaissance du rapport établi par le cabinet SETIS pour l'année 2021.

L'inspection des installations classées constate que :

- la liste des déchets admissibles est présente dans le guide Lafarge remis aux clients,
- la liste des déchets refusés est rappelé par affichage en entrée de l'accès à la zone de remblais,
- Lafarge a mis en place une plateforme numérique DAP Easy pour l'établissement des documents d'acceptation préalable,
- la procédure d'acceptation préalable avec les contrôles administratifs et visuels est respectée,
- le plan d'exploitation de la zone de remblais est tenu à jour,
- le registre d'admission est tenu à jour et conforme,
- un registre des refus est tenu à jour,
- l'exploitant réalise deux prélèvements par mois sur les déchets inertes admis en remblais pour analyses de lixiviation par le cabinet SGS,
- l'exploitant dispose d'un réseau de 4 piézomètres et réalise une surveillance mensuelle du niveau des eaux souterraines et une analyse semestrielle sur les paramètres chimiques prescrits (les rapports des deux campagnes de surveillance des eaux souterraines de 2021 présentent des valeurs conformes).

L'inspection des installations classées a réalisé par ailleurs un contrôle visuel de la zone de remblais.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 10/07/1997, article 14
Constats : L'inspection des installations classées constate que les émissions sonores sont régulièrement surveillées. L'inspection des installations classées consulte le dernier rapport de mesures de bruit daté du 10 septembre 2020 dont les résultats sont conformes. La prochaine campagne de mesures des émissions sonores aura lieu en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance des retombées de poussières atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
Constats : L'inspection des installations classées consulte les résultats des 8 campagnes de mesures trimestrielles réalisées entre 2018 et 2020 qui présentent toutes des valeurs conformes. La fréquence de suivi devient ainsi semestrielle. L'inspection des installations classées consulte également les rapports des mesures semestrielles de 2021 et du premier semestre 2022 qui présentent aussi des valeurs conformes sauf pour le point V2 de type b) lors du premier semestre 2021 (774 mg/m ² /j). Cette jauge V2 se trouve dans une cour de ferme (avec une habitation à proximité), située à plus de 1.5 km à vol d'oiseau des installations au Sud-Ouest du site, en dehors des vents dominants (qui suivent un axe Nord-Ouest / Sud-Est). Les valeurs mesurées sur la même période en limite de site (points LDS 1 à 3) et en voisinage (V1) sont toutes inférieures et dans la moyenne observée sur le site. Il s'agit d'un dépassement ponctuel, la moyenne annuelle de 500 mg/m ² /jour étant bien respectée pour le point V2. Il semble que le dépassement constaté semble plutôt lié à la l'activité de la ferme ou aux circulations d'engins agricoles. L'inspection des installations classées confirme le maintien d'une fréquence semestrielle pour les mesures de retombées atmosphériques.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Constats : L'inspection des installations classées consulte la dernière actualisation du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées établie en mai 2022. Le contenu est conforme aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2005, article 10.2
Constats : L'inspection des installations classées constate que 37 000 m ³ d'eau ont été prélevés entre le 1er avril 2021 et fin 2021 (175 jours d'activité), soit une moyenne de 211,43 m ³ /j en moyenne. L'inspection des installations classées constate le respect de la quantité maximale journalière autorisée en prélèvement dans la nappe phréatique (fixée à 500 m ³ /j).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2005, articles 10.1 et 12
Constats : L'inspection des installations classées constate que les déchets dangereux (huiles usagées) sont stockés dans des fûts fermés, disposés sur des rétentions et dans des lieux fermés. Le prestataire pour l'évacuation des déchets est Chimirec. Chimirec intervient également pour la vidange et le curage du débourbeur/déshuileur (facture de l'intervention 2021 consultée par l'inspection des installations classées, rendez-vous 2022 fixé au 8 juin 2022).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Commission de suivi

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2005, article 17
Constats : Suite au changement d'exploitant intervenu le 1er avril 2021 et de manière à suivre les impacts de la carrière sur le busard cendré notamment, la société LafargeHolcim Granulats informe l'inspection des installations classées de ses échanges avec la LPO (rendez-vous réguliers, signature par Lafarge du Plan local de conservation) ainsi que de la concertation engagée avec les associations Le Pic Vert et Bièvre Isère Environnement.
Type de suites proposées : Sans suite